



**Direction des services techniques et
de l'aménagement**

Tél. 03 20 66 58 27

STA/LP/SF/GM/SL-230607-0896

ARRETE N° ARR/2023/ST/335

Nous, Maire de la Ville de HEM,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,
Vu l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques et suivants,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),
Vu la délibération DEL/2023/ECO/19 du 1^{er} février 2023 réglementant l'occupation du domaine public et fixant le montant des redevances,
Vu l'arrêté n° ARR/2023/ST/261 du 27 mai 2023 autorisant la mise en place d'une benne au 15 avenue de la Marne à Hem pour la période du 6 juin 2023 au 10 juin 2023,
Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté précité suite à une erreur matérielle,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du public,
Considérant que **la mise en place d'une benne au 15 avenue de la Marne à Hem** par la société TOITURES MONNIER va créer une gêne aux usagers et empiétera sur le domaine public, il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour réglementer ce secteur.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'arrêté n° ARR/2023/ST/261 du 27 mai 2023 est abrogé.

ARTICLE 2 : À partir du 7 juin 2023 et ce, jusqu'au 16 juin 2023, le stationnement face au 15 avenue de la Marne à Hem considéré comme gênant sera interdit et exclusivement réservé au stationnement d'une benne de chantier.

ARTICLE 3 : À partir du 7 juin 2023 et ce, jusqu'au 16 juin 2023, le stationnement de tous véhicules, cycles et motocycles, considéré comme gênant, sera interdit sur une longueur de 25 mètres sur la zone de stationnement opposé au 15 avenue de la Marne à Hem.

ARTICLE 4 : Le dépôt de la benne ne pourra se faire que sur la chaussée le long du trottoir, en prenant soin de protéger l'arête du trottoir.

ARTICLE 5 : La circulation des piétons sera interdite au droit du chantier et fera l'objet d'une déviation sur le trottoir opposé.

ARTICLE 6 : La société TOITURES MONNIER devra assurer la signalisation diurne et nocturne ainsi que la propreté des abords de la benne.

ARTICLE 7 : Par application législative toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement de la redevance telle que prévue par délibération reprise aux visas.

ARTICLE 8 : Détail de la redevance

Vu la délibération DEL/2023/ECO/19, alinéa 9, « **Pour les activités privées, une période gracieuse d'occupation du domaine publique de 5 jours est appliquée, la redevance n'est due qu'à compter du 6^{ème} jour. Cette exonération ne s'applique pas aux grues.** », le calcul de la redevance est fixé comme suit :

Période d'occupation	Période de calcul	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantité	Montant
Du 07/06/2023 au 16/06/2023	Du 12/06/2023 au 16/06/2023	Benne	Benne	3 €	Par jour	5	15 €
Montant total dû							15 €

Cette redevance sera réclamée en totalité par la Trésorerie Principale de Lannoy à la société TOITURES MONNIER. Le paiement sera à effectuer après réception d'un avis de sommes à payer émis par cette trésorerie.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services et la Police Municipale de la Commune de Hem, Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Lille et Madame la Comptable assignataire de Lannoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Une ampliation du présent arrêté sera envoyée au Commissariat Central de Roubaix, au Commissariat de Police de Hem, à la Gendarmerie de Lille, au Centre de Secours de Roubaix, à la Métropole Européenne de Lille, à ILEO, à Ilévia, à la Sté Esterra et à la société TOITURES MONNIER – 46 rue du Boulevard – 59170 CROIX.

Fait à HEM, le

7 JUIN 2023

**Pour Le Maire de Hem
et par délégation, l'Adjoint à l'Aménagement,
aux Travaux, à la Voirie et au Numérique.**

Laurent PASTOUR



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.